

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 06/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS**

Boulevard Dambourney  
BP 4  
76350 Oissel

Références : UDRD.2024.12.R.34  
Code AIOT : 0005800345

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS implanté Boulevard Dambourney - BP 4 - 76350 Oissel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à l'incident du 06/12/2024 durant laquelle une cuve de procédé s'est déformée suite à une mise en dépression accidentelle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS
- Boulevard Dambourney - BP 4 - 76350 Oissel
- Code AIOT : 0005800345
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TOYO INK EUROPE SPECIALTY CHEMICALS est spécialisée dans la production de pigments hautes performances (notamment pour les écrans), la formulation d'encre (à jet d'encre) et le négoce de pigments de commodité.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 12/03/2021, article 2.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est rendue sur site le 11/12/2024 afin de conclure sur les causes ayant menées à la mise en dépression et à la déformation d'une cuve de procédé le 06/12/2024 et sur les moyens à mettre en œuvre afin d'éviter la reproduction d'un tel évènement.

Aucun impact environnemental ou sanitaire n'est à déplorer. Cependant, l'unité concernée est à l'arrêt jusqu'à soumission d'un plan de remise en service à l'inspection pour validation avant redémarrage.

Dans ce contexte, l'exploitant transmettra à l'inspection:

- la liste des cuves et capacités pouvant être mises en dépression avec leurs sécurités associées **avant le 15/01/2025** ;
- le rapport d'expertise du détenteur défaillant et l'arbre des causes ayant mené à l'incident **avant le 31/01/2025** ;
- le plan d'action afin de permettre la reprise des activités de l'unité à l'arrêt, comprenant la protection de l'ensemble des capacités contre une mise en dépression **avant le 31/01/2025**.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/03/2021, article 2.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration et rapport
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, Un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise les éléments demandés à l'article R512-69 du code de l'environnement et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident;</li><li>• les effets sur les personnes et l'environnement;</li><li>• les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme;</li><li>• le descriptif des contrôles et modifications d'équipements réalisés suite à l'incident ou l'accident.</li></ul> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Si les investigations nécessitent un délai supplémentaire, l'exploitant transmet à cette échéance les éléments en sa possession, les études engagées et propose à l'inspection des installations classées une date de remise du rapport détaillé définitif. Ce rapport peut, si nécessaire, être soumis à tierce expertise conformément aux dispositions des articles L512-12 ou R512-7 du code de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a appelé l'inspection le 10/12/2024 pour un incident survenu le 06/12/2024 sur son site:</p> <p>A 13h50, un opérateur constate que la cuve 387, visant à récupérer les perméats issus de la synthèse des pigments rouges, s'est déformée. L'exploitant a de suite procédé à l'arrêt d'urgence de l'unité et à l'évacuation de son personnel, puis à une reconnaissance de la cuve par deux opérateurs équipés d'appareils respiratoire autonomes (ARI). Aucun impact sur le personnel ou l'environnement n'est à déplorer, la cuve ne s'étant pas rompue. L'exploitant n'a pas déclenché son Plan d'Opération Interne (POI). La cuve est actuellement vide et l'installation est à l'arrêt.</p> <p>La cause de cet incident est imputable à un détendeur défaillant sur la ligne d'inertage à l'azote. En effet, les perméats collectés dans la cuve 387 sont soutirés via une pompe vers d'autres équipements du procédé. Ce soutirage occasionnant un vide dans la cuve, de l'azote est injecté dans celle-ci. La pression et le débit d'azote injecté dans la cuve sont commandés par un détendeur. Or, le jour de l'incident, le détendeur était défaillant et ne s'est pas correctement ouvert, d'où une baisse de débit dans le circuit d'azote et une compensation du vide insuffisante dans la cuve 387. La dépression induite étant supérieure à celle pouvant être supportée par la cuve (-0.19 bar selon le fabricant), celle-ci a implosé. Le détendeur défaillant est en cours d'expertise.</p>

**Demande n° 1** : l'exploitant transmettra le rapport d'expertise du détendeur défectueux, ainsi qu'un arbre des causes de l'incident à l'inspection **avant le 31/01/2025**.

Ces éléments sont décrits dans un rapport d'incident présenté à l'inspection le jour de la visite et transmis par courrier électronique le 16/12/2024.

Il est à noter que d'autres cuves du site sont soumises à un soutirage par pompe avec comblement du vide par injection d'azote. Cependant, à l'exception de deux cuves, dont celle qui s'est déformée, les cuves pouvant être mise en dépression sont pourvues de capteurs de pression basse asservissant les pompes de soutirage. Afin, de prévenir la survenue d'un tel incident dans le futur, l'exploitant compte généraliser l'installation de détecteur de pression basse avec asservissement sur le procédé sur les bac pouvant être mis en dépression.

**Demande n° 2** : l'exploitant transmettra une liste des cuves et capacités de son site, en indiquant si celles-ci sont susceptibles d'être mise en dépression et si elles sont pourvues de capteurs de pression basse **avant le 15/01/2024**.

Cette étape de collecte des perméats étant indispensable au procédé, un porter-à-connaissance doit être transmis à l'inspection avant de pouvoir reprendre les activités:

- dans le cas d'un remplacement de la cuve ayant les mêmes caractéristiques mécaniques au même emplacement que la cuve actuelle, ce porter-à-connaissance est accompagné d'un état initial avec mise à l'épreuve en pression de la nouvelle cuve et vérification de l'adéquation de la cuve avec le procédé.
- dans le cas d'une modification du procédé (équipement ou emplacement différent, création de tuyauterie, changement des paramètres de fonctionnement du procédé...), l'exploitant transmet également une étude HAZOP sur l'entièreté de la ligne, ainsi que les zones d'effets des phénomène dangereux pouvant être générés par cette ligne. Les effets dominos générés par cette ligne doivent être pris en compte, avec potentiellement l'actualisation des probabilités de survenu d'un accident majeur et de la matrice de criticité.

Il est à noter que les phases de redémarrage et de fonctionnement en mode dégradé sont particulièrement accidentogène. Dans le cas de la mise en place d'une solution temporaire, l'exploitant transmettra à l'inspection les mesures compensatoires qu'il met en place afin de pallier aux conditions dégradés de fonctionnement.

**Demande n°3** : l'exploitant transmettra à l'inspection son plan d'action de remise en service de son installation, ainsi que pour protéger ces autres capacités d'une dépression avant le **31/01/2025** pour validation par l'inspection avant redémarrage.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais** : 1 mois